



**Arrêté n° 2025-PREF/DCPPAT/BUPPE/283 du 28 août 2025  
mettant en demeure la société UTAC GROUP de respecter les prescriptions  
applicables pour son centre d'essais techniques et de certification pour véhicules situé  
avenue Georges Boillot sur le territoire de la commune de LINAS (91310)**

**LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.171-11, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Mme Frédérique CAMILLERI, en qualité de Préfète de l'Essonne,

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-PREF-DCPPAT-BCA-193 du 19 mai 2025 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2004-PREF.DAI/0039 du 24 mars 2004 portant actualisation des prescriptions techniques de fonctionnement à la société UTAC UDS AUTODROME DE LINAS-MONTHLERY,

VU le récépissé de déclaration n° 2006-133 du 15 septembre 2006 délivré à la UTAC – l' Union Technique de l'Automobile du Motorcycle et du Cycle (UTAC UDS), pour l'exploitation à Autodrome de Linas-Montlhery - 91310 LINAS, des activités suivantes relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement :

- 2921-2 (Déclaration avec bénéfice de l'antériorité) – Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air du type circuit fermé,
- 2921.1b (Déclaration avec bénéfice de l'antériorité) – installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air pas de type circuit fermé (puissance thermique évacuée = 1380kw),

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 29 juillet 2025, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 30 juin 2025, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 13 août 2025 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant au courrier préfectoral susvisé,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 30 juin 2025, l'inspecteur a constaté les non-conformités suivantes :

- dépassement du seuil de 100 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, sur la tour aéroréfrigérante (TAR) BUGATTI,
- absence de plan d'entretien et de surveillance mis à jour,
- absence de révision complète de l'AMR avant la remise en service,
- absence de justification technique d'un traitement au biocide non oxydant en continu et d'un bio-dispersant en choc,
- le plan de surveillance n'intègre pas l'ensemble des paramètres,
- absence d'analyses dans le suivi des paramètres,
- absence de justificatifs d'efficacité des dévésiculeurs en place sur les deux tours,
- non mise à jour des mesures de prévention (exposition des personnels au risque légionelle en cas de circulation ou de stationnement à proximité des tours),
- le regard de vidange de la TAR BUGATTI est bouché,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société UTAC GROUP - Union Technique de l'Automobile, de respecter ces dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** La société UTAC GROUP - Union Technique de l'Automobile, dont le siège social est situé Autodrome de Linas-Montlhéry - BP 20212 91311 MONTLHERY, exploitant un centre d'essais techniques et de certification pour véhicules sise avenue Georges Boillot 91310 LINAS, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les articles suivants :

- article 26-I.1.a) – Analyse méthodique des risques (AMR) :
  - en transmettant à l'inspection les analyses de l'eau de la salle « JAPON »,
  - en transmettant les déclinaisons opérationnelles de l'AMR, telles que les plans d'entretien et de surveillance,

**dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté,**

- article 26-I.1.b) - Plan d'entretien et de surveillance :
  - en transmettant les plans d'entretien et de surveillance actualisés,

**dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté,**

- article 26-II.1.a) – Actions à mener en cas de prolifération de légionelles :
  - en procédant à une révision complète de l'AMR,
  - en identifiant **avant toute remise en service** l'ensemble des causes avérées à l'origine du dépassement,
  - en mettant en place un plan d'action, pour éviter tout nouveau dépassement,

**dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté,**

- article 26-I.2. b) - Traitement préventif :
  - en apportant une justification technique formalisée concernant :
    - le maintien d'un traitement du biocide non oxydant en continu sur la TAR BERLIET et sur la TAR BUGATTI,
    - le recours à un bio-dispersant en choc plutôt qu'en injection continue sur la TAR BERLIET,

**dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté,**

- article 26-I.3 - Surveillance de l'installation :
  - en intégrant dans le plan de surveillance l'ensemble des paramètres jugés pertinents, y compris le pH,
  - en analysant le suivi des paramètres afin d'éviter tout dépassement,

**dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

- article 12-II – Conception :
  - en transmettant à l'inspection :
    - l'attestation d'efficacité des dévésiculeurs en place sur les deux TAR,
    - les justificatifs attestant de leur présence actuelle sur les deux TAR,
    - les justificatifs attestant de leur utilisation dans les conditions prévues par le fabricant pour assurer leur efficacité,

**dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent arrêté.**

- article 26-VI – Dispositions relatives à la protection des personnels :
  - en renforçant la protection des personnels circulant ou stationnant à proximité immédiate de la TAR BUGATTI,
  - en revoyant les mesures de prévention mises en place autour de la TAR BERLIET, afin de limiter l'exposition des personnels au risque légionelle en cas de circulation ou de stationnement à proximité ;

**dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

- article 26-I-2-c) – Nettoyage préventif de l'installation :
  - en fournissant tout document permettant d'attester la condamnation effective, notamment plans, photographies ou tout autre élément justifiant que le regard de vidange ne présente plus de risque de refoulement ou d'altération du fonctionnement hydraulique de la TAR BUGATTI,
  - en indiquant à l'inspection les échéances de réalisation des actions correctives sur la TAR BERLIET, tout en expliquant les causes de la présence de boues et de vers dans la TAR,

**dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.**

**ARTICLE 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 : Délais et voies de recours**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société UTAC GROUP et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de LINAS.

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Olivier DELCAYROU